

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Abéba, Éthiopie, B.P: 3243 Tél.: (251-11) 5513 822 Télécopie: (251-11) 5519 321
Courriel: situationroom@africa-union.org

ALLOCUTION DE MADAME LA PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE,
DR. NKOSAZANA DLAMINI-ZUMA, À L'OCCASION DE LA RÉUNION DU GROUPE DE
SOUTIEN ET DE SUIVI
SUR LA SITUATION AU MALI

BAMAKO, 19 OCTOBRE 2012

ALLOCUTION DE MADAME LA PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE,
DR. NKOSAZANA DLAMINI-ZUMA, À L'OCCASION DE LA RÉUNION DU GROUPE DE
SOUTIEN ET DE SUIVI
SUR LA SITUATION AU MALI

BAMAKO, 19 OCTOBRE 2012

Son Excellence le Président Dioncounda Traoré,
Son Excellence le Premier Ministre Cheick Modibo Diarra,
Son Excellence Jan Eliasson, Vice Secrétaire général des Nations unies,
Son Excellence Romano Prodi, Envoyé spécial des Nations unies pour le Sahel,
Son Excellence Kadré Désiré Ouédraogo, Président de la Commission de la CEDEAO,
Honorables Ministres,
Mesdames et Messieurs,

J'éprouve un grand plaisir à m'adresser à vous à l'occasion de cette réunion du Groupe de soutien et de suivi ici même, à Bamako. Cette rencontre nous offre l'opportunité de mieux coordonner et renforcer nos efforts en faveur de nos sœurs et frères du Mali à un moment particulièrement difficile.

J'ai choisi, pour ma première visite en ma qualité de Présidente de la Commission de l'Union africaine, de me rendre au Mali, pour transmettre un message de solidarité de notre continent au peuple de ce grand pays. Ce faisant, je voudrais également souligner la profonde préoccupation de l'UA face à la situation actuelle, ainsi que notre détermination à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour trouver un règlement rapide aux crises multiples auxquelles le Mali est confronté.

A l'Union africaine, nous suivons de près l'évolution de la situation au Mali, dont nous sommes activement saisis. Il s'agit d'un devoir, et il ne saurait en être autrement: le Mali est l'un des membres fondateurs de l'OUA et de l'UA, et les principes en cause dans les crises qui affligent ce pays sont d'une importance capitale pour l'ensemble du continent. L'Afrique ne peut tout simplement pas croiser les bras, alors que les 2/3 du territoire malien sont sous le contrôle de groupes armés, terroristes et criminels.

L'Union africaine a été la première organisation à réagir aux attaques perpétrées par des groupes rebelles contre le Mali, à la mi-janvier de cette année. Nous l'avons fait par principe, car il n'y avait pas et il ne peut y avoir de justification quelconque à l'usage des armes, en particulier lorsque les préoccupations légitimes exprimées par un groupe donné peuvent trouver une réponse par des voies pacifiques. Nous l'avons aussi fait parce que nous avons vu venir les conséquences de la reprise des affrontements armés dans le nord du Mali.

Depuis janvier 2012, et dans le cadre de l'Architecture africaine de paix et de sécurité, nous avons pris nombre de mesures pour contribuer, conjointement avec la

CEDEAO, les pays du champ et nos partenaires internationaux, tant bilatéraux que multilatéraux, à la recherche d'une solution rapide. Le Conseil de paix et de sécurité de l'UA s'est réuni à plusieurs reprises, y compris au niveau des ministres et des chefs d'État et de Gouvernement, pour délibérer sur la question. La Commission a dépêché de nombreuses missions à Bamako pour interagir avec les acteurs maliens. Nous avons travaillé sans relâche à la mobilisation de l'appui de la communauté internationale à une initiative africaine.

Le principal défi du moment est de trouver une solution rapide à la situation dangereuse qui prévaut dans le Nord du pays. En évoquant cette situation, j'ai à l'esprit les difficultés et les souffrances qu'endurent les femmes et les enfants, ainsi que d'autres composantes de la population civile dans cette région. J'ai aussi à l'esprit la destruction, la profanation d'importants sites religieux, historiques et culturels, ainsi que les dommages qui leur sont causés. Je suis d'autant plus peinée par cet état de fait que j'ai eu le privilège, alors en ma qualité de Ministre des Affaires étrangères de la République d'Afrique du Sud, d'avoir été impliquée dans un programme soutenu par l'Afrique du Sud pour la conservation de manuscrits anciens et la restauration de monuments à Tombouctou, qui font partie de ce que le Mali offre à l'humanité.

Au-delà de cette triste situation, il y a la menace grave que constitue l'incrustation des réseaux terroristes et criminels pour le Mali, la région et au-delà. Il s'agit là d'une menace que nous ne pouvons prendre à la légère, et le danger va bien au-delà de l'Afrique. Plus tôt nous y ferons face, mieux ce sera.

Je me réjouis, toutefois, de constater les progrès significatifs accomplis dans le règlement de la crise institutionnelle née du coup d'État du 22 mars 2012. Certes, des difficultés subsistent. Mais nous avons toutes les raisons de croire que nos sœurs et frères du Mali sauront trouver en eux la sagesse et la force nécessaires pour les surmonter. Il importe, en ces moments difficiles, que tous les Maliens, au-delà de leurs affiliations partisans, se serrent les coudes. Il y va de la survie même de l'État malien. D'où la nécessité pour tous de placer l'intérêt du pays et de son peuple au-dessus de toute autre considération. A cet égard, il est crucial que les femmes contribuent à, et s'impliquent activement dans, la recherche d'une solution au conflit. Leurs voix doivent être entendues dans les efforts visant à promouvoir et à consolider la démocratie dans leur pays. A cette fin, vous pouvez, sans aucun doute, compter sur le soutien de l'UA, ainsi que sur mon engagement personnel.

Permettez-moi, à cet égard, de rendre hommage à la CEDEAO pour son action volontariste dans la recherche d'une solution. Il ne pouvait en être autrement pour une Organisation qui, au fil des années, a apporté une importante contribution à la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans la région. Je saisis cette opportunité pour saluer les efforts inlassables de Leurs Excellences les Présidents Alassane Dramane Ouattara, Président en exercice de la CEDEAO, Blaise Compaoré et Goodluck Jonathan, respectivement Médiateur et Médiateur associé.

Je suis également consciente de la contribution des pays du champ, à savoir l'Algérie, la Mauritanie, le Mali et le Niger. Pendant des années, ils se sont efforcés, dans le cadre des structures qu'ils ont créées, de combattre les réseaux terroristes et criminels dans la région.

Je voudrais, en outre, exprimer notre gratitude à nos partenaires. Je note avec appréciation du rôle essentiel des Nations unies et du Conseil de sécurité en particulier. Nous nous félicitons de l'adoption, en juillet et en octobre 2012, des résolutions 2056 et 2071. Je salue le rôle important de l'Union européenne, dont la Stratégie pour le Sahel contribuera grandement au renforcement des efforts des pays de la région. Je me félicite des contributions de nos autres partenaires bilatéraux et multilatéraux.

Au Mali et au Sahel, comme dans d'autres situations similaires, le succès dépend d'une étroite coordination de nos efforts et de la conception de stratégies visant à relever les défis de l'heure dans une démarche globale. La Commission de l'UA, en collaboration avec la CEDEAO, les Nations unies, l'UE, l'OIF et d'autres partenaires, a préparé un projet de concept stratégique articulant de manière holistique les mesures nécessaires pour accélérer le règlement des crises que connaît le Mali. Nous avons l'intention de soumettre ce document à notre Conseil de paix et de sécurité, qui se réunira le 24 octobre 2012, avant de le transmettre au Conseil de sécurité des Nations unies, à la lumière des délibérations et des conclusions de la présente réunion.

Nous devons unir nos efforts, avec pour seule motivation l'intérêt des Maliens et les priorités qu'ils se sont fixées. L'Union africaine est pleinement engagée en faveur d'une telle approche. À cet égard, nous avons l'intention de renforcer la présence de l'UA dans le Sahel, afin de travailler plus étroitement avec les pays de la région et nos partenaires. Je me propose de nommer très bientôt un Haut Représentant et d'ouvrir un bureau de l'UA à Bamako, qui supervisera notre Programme Sahel. Ce Programme participe des efforts globaux de la communauté internationale, dans le cadre des Nations unies, pour relever les défis multiformes liées à la paix, à la sécurité, au développement et à l'environnement auxquels la région du Sahel est confrontée.

Pour conclure, permettez-moi de féliciter le Président par intérim, Dioncounda Traoré, pour sa détermination à sortir son pays de la situation actuelle. Je voudrais l'assurer du plein soutien de l'UA et de notre engagement à contribuer à la création des conditions nécessaires pour bâtir un État malien stable et démocratique, en mesure de répondre aux besoins de tous ses citoyens, d'exercer pleinement son autorité sur l'ensemble de son territoire national et d'assumer efficacement ses responsabilités dans les efforts régionaux visant à promouvoir la sécurité et à relever d'autres défis.

Je vous remercie.